

Les 'campagnes urbaines', ou l'épreuve des mots pour faire chapiteau

Intervention d'Alain Faure (carnet de recherche : <http://enigmes.hypotheses.org/>)
Chercheur CNRS en science politique à [Pacte](#) – Université Grenoble Alpes

« La rencontre annuelle des agences d'urbanisme peut constituer, pour l'observateur extérieur, une parenthèse savoureuse en raison de la vitalité joyeuse que cette tribu manifeste en général dans ce type de réunions de famille. La thématique annoncée des *campagnes urbaines* proposait cette année un oxymore de premier choix et le maître des lieux, en nous accueillant en fanfare et en tenue rouge vif dans le splendide [Cirque Jules Verne](#) d'Amiens, a clairement donné le ton joueur et enjoué des trois journées. Quant à cette table ronde introductive, *Saisir l'insaisissable*, elle part assurément sur un slogan que ne renieraient pas les urbanistes chaque fois qu'ils se lancent dans un nouveau projet urbain...

Je vous propose de prendre le défi des *campagnes urbaines* au mot, ou plus exactement à l'épreuve des mots en débats. En effet, les deux termes condensent une idée difficile à énoncer, presque indicible. Le premier réflexe du chercheur consiste à ranger la formule dans le tiroir des oxymores, à égalité avec des trouvailles sémantiques comme les *autoroutes apaisées*, la *mobilité durable*, la *smart growth*, voire même *l'égalité des territoires* (qui devient un superbe *trioxymore* dans quelques jours avec la création d'un *commissariat à l'égalité des territoires*). Trêve de sémantique : toutes ces formules ambiguës ne sont pas dans l'air du temps par hasard, elles nous informent sur un problème de mise en récit de l'action publique qui appelle, assurément, quelques figures explicatives acrobatiques.

En science politique par exemple, dans le champ de l'analyse des politiques publiques, on constate que la profusion de matière grise à l'échelle des régions urbaines (des experts, des programmes, des plans, des schémas, des contrats, des pôles) ne s'accompagne pas de discours simple ou simplement audible concernant le fameux *intérêt communautaire* en formation. Dans le jargon des politistes, on qualifie cette panne narrative comme un déficit en *référentiels* et en paradigmes dominants, panne caractérisée par une absence de médiateurs légitimes dans les forums territoriaux (les agences d'urbanisme notamment...) ainsi que par une étonnante discrétion des groupes d'intérêts en présence. A cet égard, aux analyses classiques sur les coalitions d'acteurs ont succédé ces dernières années des travaux originaux sur les *coalitions discursives* qui permettent à des groupes d'intérêts très disparates de se retrouver derrière quelques priorités communes (des *lignes discursives*) qui calibrent les plaidoyers défensifs, catégoriels ou universalistes. Pour les *campagnes urbaines*, la surprise vient du fait qu'on ne trouve ni récits, ni porte-paroles. Et les *patrons politiques* comme les *technos* des grandes régions urbaines n'occupent pas le terrain avec des discours convaincants, fussent-ils simplement stratégiques [en termes bourdieusiens, c'est le curieux diagnostic qu'il n'y a ici pas de domination par le langage de la part des détenteurs du pouvoir politique ; Michel Foucault soulignerait juste avec saveur une situation d'ingouvernementalité puisque la violence des mots est démagnétisée].

Le phénomène dépasse bien sûr la question des politiques publiques périurbaines. J'encadre actuellement une thèse qui étudie les narrations à l'échelle des politiques de fret ferroviaire en France et en Allemagne. La chercheuse montre avec talent l'émergence de stratégies de *floutage* des politiques publiques,

au sens où les acteurs font des mises en argumentation des priorités en justifiant sémantiquement des positions mais sans vraiment se préoccuper de l'épaisseur des représentations sociales en jeu. Pour revenir au péri-urbain, les discours affichés et médiatisés relèvent surtout de positions défensives (« *non à...* ») ou nostalgico-dépressives (« *c'était mieux avant...* »). Dans ce contexte, la question que les responsables des agences d'urbanisme (élus et techniciens) doivent se poser concerne les conditions d'une mise en récit des enjeux « complémentaires/solidaires/réciproques/interdépendants/réversibles » pour être en phase avec les politiques publiques pensées globalement à l'échelon métropolitain. Il me semble que ce défi relève d'une équation à trois inconnues. La première concerne le poids du passé, c'est-à-dire la capacité d'inscrire les projets dans la temporalité longue (et toujours tumultueuse et traumatique) des micro-territoires qui constituent chaque région urbaine. La mosaïque des identités municipales et socio-territoriales nécessite un travail de mémoire et de deuil pour que la société en mouvement et en réseau qui se dessine ne soit pas perçue comme l'anti-thèse de plusieurs siècles de sociabilité territoriale. C'est un travail assurément lent et complexe, avec une dimension collective thérapeutique (parfois presque psychanalytique) qu'il serait hasardeux de sous-estimer. La deuxième inconnue concerne le niveau de confiance politique entre représentants et représentés, entre citoyens et institutions. Soulignons juste ici que la crise est profonde, que les dispositifs participatifs n'en traitent qu'une infime dimension et que les intercommunalités périurbaines « défensives » (placées en protection face aux agglomérations) alimentent toujours, fut-ce à leur corps défendant, des stéréotypes dangereux visant à diaboliser les villes centre, les citadins et les bureaucraties métropolitaines. La troisième inconnue est presque esthétique, à tout le moins littéraire : il faut parvenir à raconter le scénario d'un futur métropolitain où les destins individuels seront liés de façon passionnée. A l'image de l'élan national et des discours patriotiques fondateurs sur l'Etat providence, les métropoles construisent aussi une forme de providentialité en prenant des responsabilités décisives au cœur de tous les grands débats de société : inégalités, injustices, violences, risques majeurs, migrations...

Un peu comme dans ce chapiteau qui nous met immédiatement en capacité d'émerveillement et d'humour, chaque scène métropolitaine n'existera que lorsqu'elle sera porteuse d'un esprit des lieux, d'une façon commune (pas nécessairement consensuelle) de raconter le passé, la confiance et l'avenir. Les symboles structurants *made in France* qui imprègnent les imaginaires collectifs sur la ruralité, l'urbanité, les villages, l'agriculture, l'authenticité ou la citoyenneté sont puissamment revisités dans tous les espaces en cours de métropolisation. Mais les cartes mentales des individus suivent-elles le mouvement?... Aux diagnostics convaincus (et convaincants) de mes collègues géographes et économistes sur les campagnes urbaines qui feront irrémédiablement *système* et *réseaux* par les usages, il me semble important de ne pas sous-estimer la dimension politique émotionnelle, et si souvent traumatique, des mutations en cours. Dans ce *moment métropolitain* plein d'incertitudes et de créativité, le monde politique et le service public ont peut-être la mission singulière et inédite de *faire chapiteau* à l'échelon non seulement péri-urbain mais plus encore des grandes régions urbaines incluant le rural, le péri-urbain et les agglomérations.

Bref, mon message à votre tribu est simple : allez plus loin que l'oxymore des campagnes urbaines, inventez des injonctions passionnées pour mieux vivre ensemble. *En avant les campagnes métropolitaines!...* »